

Madame, Monsieur

Au delà du contexte sanitaire, aujourd'hui, 2 novembre, est une rentrée particulière.

C'est toute la communauté éducative, personnels mais aussi familles et élèves, qui est profondément atteinte et endeuillée. L'assassinat lâche et abject d'un enseignant le 16 octobre, porte aussi attaque à des principes fondamentaux de la République comme la liberté d'expression, la liberté de conscience, la laïcité.

S'attaquer à un enseignant, c'est s'attaquer à l'école qui est un lieu de construction d'un savoir critique, de rencontre de l'autre, de la formation de futures adultes libres et éclairés.

Face à l'obscurantisme, notre réponse doit être ferme. Cet acte a été commis au nom de l'islamisme intégriste. C'est bien cette idéologie et celles et ceux qui la portent qui doivent être combattu-es sans relâche. La stigmatisation des musulman-es dans laquelle certaines forces politiques veulent entraîner le pays ne peut que renforcer les clivages délétères et alimenter la haine.

Au contraire, c'est dans le cadre de l'École Publique et Laïque que vivront les valeurs de la République.

Tout le soutien nécessaire doit être apporté au service public d'éducation et aux personnels qui défendent tête haute leur mission. Il faut pour cela leur donner la considération et les moyens pour réaliser leurs missions.

Or la France investit moins que la moyenne des pays de l'OCDE en matière de dépenses éducatives. La gestion de l'Éducation Nationale et les réformes successives ont conduit à faire des usagers des services publics des consommateurs à même de critiquer un produit ou un service sur les réseaux sociaux, au lieu de faire confiance au professionnalisme et à l'expertise des enseignant-es dans l'exercice de leur métier.

Pourtant, l'École, véritable service public, doit rester le lieu de l'entraide et de la coopération où l'on se découvre solidaire des autres et où l'on apprend progressivement que le bien commun n'est pas la somme des intérêts individuels.

Ce n'est qu'en créant une politique ambitieuse d'investissement dans l'Éducation Nationale que nous réussirons à faire cause commune autour des questions qui animent la société et traversent l'école, pour transmettre et faire vivre les valeurs de la République.

Pour une société laïque et fraternelle, réinvestissons dans l'école

Les enseignant-es de l'école

Madame, Monsieur

Au delà du contexte sanitaire, aujourd'hui, 2 novembre, est une rentrée particulière.

C'est toute la communauté éducative, personnels mais aussi familles et élèves, qui est profondément atteinte et endeuillée. L'assassinat lâche et abject d'un enseignant le 16 octobre, porte aussi attaque à des principes fondamentaux de la République comme la liberté d'expression, la liberté de conscience, la laïcité.

S'attaquer à un enseignant, c'est s'attaquer à l'école qui est un lieu de construction d'un savoir critique, de rencontre de l'autre, de la formation de futures adultes libres et éclairés.

Face à l'obscurantisme, notre réponse doit être ferme. Cet acte a été commis au nom de l'islamisme intégriste. C'est bien cette idéologie et celles et ceux qui la portent qui doivent être combattu-es sans relâche. La stigmatisation des musulman-es dans laquelle certaines forces politiques veulent entraîner le pays ne peut que renforcer les clivages délétères et alimenter la haine.

Au contraire, c'est dans le cadre de l'École Publique et Laïque que vivront les valeurs de la République.

Tout le soutien nécessaire doit être apporté au service public d'éducation et aux personnels qui défendent tête haute leur mission. Il faut pour cela leur donner la considération et les moyens pour réaliser leurs missions.

Or la France investit moins que la moyenne des pays de l'OCDE en matière de dépenses éducatives. La gestion de l'Éducation Nationale et les réformes successives ont conduit à faire des usagers des services publics des consommateurs à même de critiquer un produit ou un service sur les réseaux sociaux, au lieu de faire confiance au professionnalisme et à l'expertise des enseignant-es dans l'exercice de leur métier.

Pourtant, l'École, véritable service public, doit rester le lieu de l'entraide et de la coopération où l'on se découvre solidaire des autres et où l'on apprend progressivement que le bien commun n'est pas la somme des intérêts individuels.

Ce n'est qu'en créant une politique ambitieuse d'investissement dans l'Éducation Nationale que nous réussirons à faire cause commune autour des questions qui animent la société et traversent l'école, pour transmettre et faire vivre les valeurs de la République.

Pour une société laïque et fraternelle, réinvestissons dans l'école

Les enseignant-es de l'école